



Formulaire CH@WORLD: **A754**

Représentation suisse à: Yangon	
Pays: République de l'Union du Myanmar	Date de la dernière mise à jour: 14.06.2018

## Rapport économique 2017/2018

“A system based on individual rights and freedoms, democracy and its accompanying institutions aligns incentives, [...] promotes technological advance and the delivery of [...] services according to demand, and expands choice and opportunity. In short, democracy and a focus on individual rights and the rule of law are simultaneously the ends of policy, and the vehicles through which Myanmar may escape poverty and achieve the prosperity our people deserve.”

*Myanmar Sustainable Development Plan, Introduction*  
12 février 2018

## 0. Résumé

A la mi-parcours de la première administration civile depuis plus de cinquante ans au Myanmar suite aux premières élections générales libres et démocratiques de 2015, et deux ans avant les prochaines élections générales, force est de constater que la tâche pour le gouvernement d'Aung San Suu Kyi est monumentale et que le processus de transition politique et économique vers une démocratie et un Etat de droit sera long et laborieux.

Après 60 ans de régime militaire et de quasi-autarcie, le Myanmar a commencé un processus de réforme en 2011. Avec sa victoire électorale en 2015, le NLD (*National League for Democracy*) - le parti d'Aung San Suu Kyi - a hérité une situation politique et économique difficile avec des besoins de réforme énormes. Le pays souffre des conséquences des conflits internes entre le pouvoir central et divers groupes armés ethniques qui perdurent depuis 70 ans. Le passage d'une économie de guerre à une économie de paix dans de larges zones du pays ne présente pas le moindre des défis.

Les investisseurs et partenaires économiques, tout comme la population, doivent réviser leurs attentes générées par la poussée de transition très prometteuse avec les élections réussies, et se faire à l'idée que le rythme d'adoption des réformes sera lent, notamment en raison des difficultés structurelles que rencontre le nouveau régime sur le plan politique comme économique.

Les évènements depuis octobre 2016 dans la province de l'ouest du pays, le **Rakhine**,<sup>1</sup> auront sans doute contribué à réduire encore la confiance des investisseurs en la capacité du nouveau gouvernement à assurer un Etat de droit<sup>2</sup>. Toutefois, même s'il est difficile à ce stade d'évaluer l'impact économique à long-terme de la crise au Rakhine - le revenu généré par le tourisme pour la saison haute 2017-18 aurait baissé de 30% par rapport à l'année précédente, et certains attribuent la baisse des investissements étrangers durant l'année écoulée également à la crise au Rakhine - la **croissance** est en train de se rapprocher à nouveau de la moyenne annuelle depuis 2011 (7%).

In letztem Jahr hat es teils erhebliche Fortschritte gegeben. Durch eine zunehmende Diversifizierung von Wirtschaft und Exporten sowie steigende Wettbewerbsfähigkeit der Landwirtschaft (Reis, Viehzucht) und der Textilindustrie ist das BIP von 5,9% (2016-17) zu 6,4% (2017-18) gewachsen. Les prévisions pour 2018-19 sont de 6,8%.

Weitgehende Reformen sind nötig, um das Land stärker in die globale Wertschöpfungskette einzugliedern; prioritär betreffen diese das Finanzsystem, die Landwirtschaft, die Infrastruktur, einen transparenten, effizienten Rechtsrahmen sowie dessen tatsächliche Anwendung.

Un nouveau **Plan national de développement durable** (*Myanmar Sustainable Development Plan*, MSDP) lancé début 2018 donne un cadre stratégique au développement économique en définissant les secteurs prioritaires et des plans d'actions y relatifs afin d'atteindre, entre autres, la stabilité économique, une meilleure gestion macroéconomique, et de soutenir la

---

<sup>1</sup> Anschläge gegen Polizeistationen im Norden des Rakhine State im Oktober 2016 und erneut im August 2017 verursachten unverhältnismässige «Säuberungs»- und Vergeltungsaktionen des Sicherheitsapparats und der ethnischen Rakhine Bevölkerung gegen die muslimische Minderheit der Rohingya. Neben den katastrophalen humanitären Auswirkungen schadet dies auch dem internationalen Image Myanmars erheblich.

<sup>2</sup> Les Etats-Unis et l'Union Européenne ont réintroduit des sanctions ciblées à l'encontre de membres de l'Armée suite aux évènements d'août 2017 au Rakhine

croissance du secteur privé. Ce Plan est très bienvenu car il fournit les précisions et l'approfondissement longtemps attendus du plan général de développement en 12 points qui avait été issu par la nouvelle administration en 2016.

En termes de développement économique, le MSDP priorise ainsi l'amélioration de la productivité, particulièrement dans le secteur agricole, ainsi que par l'augmentation de la compétitivité des entreprises d'Etat ; une augmentation des investissements étrangers comme domestiques dans les secteurs les plus productifs ; une diversification économique avec le développement des PME et l'expansion et l'approfondissement des partenariats avec le secteur privé (PPPs), particulièrement dans le domaine de l'infrastructure. Il prévoit aussi une régulation du système financier avec une réforme fiscale et une meilleure politique monétaire, ainsi que le renforcement des capacités de gestion des finances publiques.

De plus, depuis fin 2016, une réforme de l'éducation, une nouvelle loi en matière d'investissement, le « Myanmar Companies Act »<sup>3</sup>, et un plan d'action adopté en juillet 2017 visant à diminuer la corruption et à améliorer les services publics ont, entre autres, été adoptés. Un plan de réformes concernant la régulation du secteur des assurances doit être publié en été 2018.

Reste à voir si ces progrès, et en particulier l'établissement du MSDP et sa mise en œuvre, encourageront les acteurs économiques, surtout venus de l'occident, à dépasser le mode « wait and see » et d'investir au Myanmar. En effet la situation politique fragile, les divers conflits internes, la crise humanitaire au nord du Rakhine (avec une crise de réputation par conséquence) et un manque de prédictibilité incitent encore de nombreux investisseurs à la prudence.

Le gouvernement est cependant déterminé à poursuivre l'ouverture politique et économique du pays et garde, même s'il est précaire, le soutien de la communauté internationale occidentale – celui de la communauté asiatique étant moins préterité par l'évolution de la situation politique. En particulier la Chine, principal investisseur et partenaire commercial du Myanmar, ne pourrait que profiter d'un éventuel retrait des investissements occidentaux.

Aung San Suu Kyi a répété à plusieurs reprises que le développement économique doit aller de pair avec les efforts de paix, sa priorité absolue – et que le secteur privé jouait un rôle crucial dans ce développement. Malgré les rivalités politiques, le gouvernement civil semble avoir, jusqu'à présent, le soutien de principe de l'Armée concernant les mesures économiques. Reste à voir si ce soutien restera intact lorsque les réformes concerneront les secteurs contrôlés par l'Armée. En effet, l'influence du pouvoir militaire (« Tatmadaw ») reste très importante sur les affaires économiques comme politiques de l'Etat. Les militaires contrôlent directement ou indirectement les secteurs majeurs de l'économie (extraction des matières premières - métaux précieux et gaz, pétrole, construction, tourisme). Sur le plan politique, l'Armée maintient 25% des sièges au parlement, détient trois ministères (défense, intérieur, frontières) et a la majorité dans le Conseil national de sécurité, ce qui lui permet constitutionnellement d'installer un Etat d'urgence dans le pays.

Le Myanmar reste un environnement dans lequel il est complexe et coûteux d'opérer, mais chaque année qui passe apporte malgré les difficultés son modeste lot d'améliorations pour les entreprises et investisseurs étrangers. Le pays continue d'avoir un potentiel non encore exploité, et certains secteurs comme l'agro-alimentaire ou les infrastructures ont commencé à porter leurs fruits.

---

<sup>3</sup> Qui, lorsqu'il entrera en vigueur en août 2018, facilitera l'investissement étranger

# 1. Problèmes et enjeux économiques

Les relations politiques et économiques de la Suisse avec le Myanmar ont été marginales jusqu'en 2012<sup>4</sup> (première présence dans le sud-est du pays en 2008 avec l'aide humanitaire suite au cyclone *Nargis*). Depuis l'ouverture d'une ambassade en 2012, la Suisse se concentre principalement sur la coopération au développement, l'assistance humanitaire et le soutien au processus de paix et à la démocratisation. Suite à la signature en janvier 2013 d'un protocole d'entente (MoU) pour un « *dialogue on economic, investment, labor and trade matters* », des dialogues économiques entre la Suisse et le Myanmar ont lieu de manière régulière.<sup>5</sup>

Les investisseurs étrangers font face aux conditions d'un pays en développement : appareil législatif lacunaire, corruption répandue au niveau local (autorisations de construction, etc.), fourniture en énergie insuffisante, système bancaire encore peu développé donc précaire, système juridique opaque, compliqué ou inadéquat hérité du passé, infrastructures vétustes, main d'œuvre peu ou pas qualifiée.

L'**inflation** est relativement haute mais sous contrôle, ayant baissé d'un taux de 7% en 2016/17 à 5,5% en 2017/18. Der globale Preisanstieg im Rohstoffsektor, eine stark zunehmende inländische Nachfrage gepaart mit Lieferengpässen sowie der fortwährenden Schwäche der lokalen Währung (Myanmar Kyat) dürfte dazu führen, dass sich die Inflation auch in den nächsten Jahren auf einem weiterhin relativ hohen Level einpendeln wird (IMF-Schätzungen: jährlich 6%-6.5% bis 2022). Les effets négatifs de l'inflation devraient cependant être mitigés par le taux de croissance relativement élevé. Après avoir été soumis à des grandes fluctuations pendant ces dernières années (-22% face au dollar en 2015 et 2016), le Kyat s'est stabilisé en 2017 et s'est légèrement renforcé début 2018 (+2.4%).

Bezüglich der **Schuldenlast** dürfte das Haushaltsdefizit in den kommenden Jahren weiter leicht anwachsen. Der IMF schätzt ca. 4.5% des BIP in 2018 (2016: 4.1%, 2017: 4.4%). Neben geringen Steuereinnahmen (le système de taxation et de collecte d'impôts en place est largement déficient et nécessite une réforme; gegenwärtig befindet sich Myanmar auf dem Übergang in ein Selbst-Deklarations-System, welches für bestimmte Steuergruppen bereits angewendet wird), hat dies insbesondere auch mit den Ausgaben im Infrastrukturbereich zu tun, wo nach Jahrzehnten der Unterinvestitionen grosse Lücke klaffen. Als eines der am meist betroffenen Länder des **Klimawandels** werden in den nächsten Jahren zudem vermehrt auch Investitionen zur Minimierung von dessen Folgen notwendig werden. Gleichzeitig gibt es keine Anzeichen darauf, dass in anderen Bereichen grosse Einsparungen stattfinden werden; so hat sich die NLD-Regierung beim Verteidigungsbudget dem Militär entgegenkommend gezeigt (14% des Gesamtbudgets; entspricht mehr als Gesundheit und Bildung zusammen). Aufgrund des Einflusses des Militärs und der fortwährenden Konflikte im Land wird sich dies in den nächsten Jahren kaum ändern.

Während die Stärkung des Bankenwesens als Rückgrat der Wirtschaftsentwicklung ein wichtiger Punkt auf der Reformagenda der Regierung ist, bleiben weitere aufsichtsrechtliche Reformen zur Stabilisierung des Finanzsystems notwendig. So sehen mehrere Experten – neben der politischen Unsicherheit – eines der grössten Risiken im Bankensektor, welcher von einer sich abzeichnenden Immobilienblase darüber hinaus besonders stark getroffen werden dürfte.

---

<sup>4</sup> La Suisse a reconnu l'ancienne Birmanie en 1948. Les deux pays entretiennent des relations diplomatiques depuis 1956. En 2012, la Suisse a ouvert une Ambassade à Yangon et en 2013 la Mission permanente du Myanmar à Genève a été accréditée comme Ambassade du Myanmar en Suisse.

<sup>5</sup> Après ceux de novembre 2013 à Nay Pyi Taw et de Berne en juin 2015, le troisième dialogue économique a eu lieu à Nay Pyi Taw en mars 2018.

Neben den oben erwähnten Fiskal- und Handelsdefiziten kommen mit der Abhängigkeit von Rohstoffexporten (v.a. Gas) sowie des starken Handels mit China weitere strukturelle Risiken hinzu.

Eine spezielle Herausforderung stellen des Weiteren die intransparente Kontrollstruktur von **staatlichen Unternehmen** (state-owned economic enterprises SEE) dar, welche Nährboden für Korruption bieten, und wo spezieller Reformbedarf vorhanden ist. Unter der Kontrolle des Militärs gewachsen, sind dies dezentral innerhalb der Ministerien administrierte Unternehmen mit teils enormen Bilanzsummen (insbesondere aus dem Rohstoffsektor), wobei beidseitige Finanzströme zwischen Ministerien und Unternehmen für die Öffentlichkeit nicht einzusehen sind.

La **Banque Mondiale** et la **Banque Asiatique de Développement** investissent au Myanmar et soutiennent les autorités de l'Union pour développer des conditions cadre encourageant l'économie. La BAD a lancé une stratégie 2017-2021 pour soutenir la croissance économique et la création d'emplois, focalisant sur le développement de l'infrastructure, en particulier l'énergie, les transports et le développement urbain. Die Weltbank ihrerseits hat im Mai 2017 entschieden, Myanmar ein Darlehen in der Höhe von 200 Mio. USD zu gewähren um die Wirtschaft- und Fiskalpolitik zu stärken.

### **Principales réformes économiques durant l'année écoulée**

**Loi sur l'investissement** : la *Foreign Investment Law* (2012) et la *Myanmar Citizen Investment Law* (2013) ont été remplacées par la nouvelle loi sur l'investissement, entrée en vigueur en avril 2017. Cette loi unifie le cadre juridique pour les investisseurs étrangers comme nationaux et présente dès lors une nette amélioration des conditions d'investissement. La nouvelle loi s'aligne sur les standards de l'ASEAN et créé un climat plus favorable en réduisant les restrictions, protégeant les investisseurs de nationalisations abusives, simplifiant les processus et ne prévoyant des exonérations fiscales que pour les investissements de grande envergure dans des secteurs d'importance stratégique pour le gouvernement. La Myanmar Investment Commission MIC, également réformée sous la nouvelle loi, a depuis publié une liste des zones géographiques et des secteurs favorisés qui profiteront des situations fiscales avantageuses.

**Loi sur les entreprises (*Myanmar Companies Act*)** : L'entrée en vigueur de cette loi, remplaçant le plus que centenaire « Myanmar Companies Act » de 1914 a été repoussée à plusieurs reprises. Après être ratifiée en décembre 2017, la loi entrera finalement en vigueur en août 2018. Cette nouvelle loi rend plus adéquates les conditions pour le secteur privé, les rapproche des standards internationaux et apporte plusieurs améliorations pour les entreprises, parmi lesquelles la facilitation de certaines procédures judiciaires en matière de responsabilité (*compliance*) et une plus grande protection des actionnaires minoritaires. Die neuen Bestimmungen erlauben des Weiteren eine ausländische Beteiligung an lokalen Firmen von 35%, ohne dass sich dadurch deren Status ändert. Bis anhin wurde eine Firma bei jeglicher Beteiligung als «ausländisch» klassifiziert, was mit unternehmerischen Einschränkungen verbunden ist (bspw. Erlaubnis in gewissen Sektoren tätig zu sein). Ebenfalls sind neu ausländische Beteiligungen (max. 35%) in an der Yangon-Börse gehandelten Unternehmen möglich, womit das Investmentvolumen erhöht werden soll.

**Neues Steuergesetz (Union Tax Law):** Anfangs April 2018 trat das neue *Union Tax* Gesetz in Kraft, welches in wesentlichen Punkten notwendige Klarheit schafft (z.B. Kapitalgewinne im Oil & Gas-Sektor; Finanzjahr für Steuerzahler) und u.a. einige Änderungen bei den Gewerbesteuern vorsieht (Steuerbefreiung, resp. -reduktion insb. für Landwirtschaft, Goldhandel, Vertragsproduktion, Verlagswesen und den inländischen Flugverkehr). Ebenfalls von Reduktionen profitiert der Automarkt. Hinzu kommen geringfügige Änderungen bei der Einkommenssteuer: Für Privatpersonen liegen sie zwischen 0-25%, für Firmen bei 25%. Ausnahmen bilden Firmen, welche an der Yangon Börse gehandelt werden (seit 2017 werden diese mit nur 20% besteuert). Nach langen Diskussionen finden sich im neuen Gesetz nun doch keine Bestimmungen für eine Steueramnestie auf nicht-deklarierte Vermögenswerte. Es ist aber ein separates Gesetz vorgesehen. Myanmar befindet sich zur Zeit im Übergang hin zu einem Steuererhebungssystem der Selbstdeklaration, welches für bestimmte Steuergruppen bereits angewendet wird.

### **Autres développements**

Le secteur de la télécommunication et en particulier de la téléphonie mobile a crû de plus de 300% durant les années précédentes, plaçant le Myanmar à la troisième place des marchés les plus dynamiques en la matière, après l'Inde et la Chine. Plus de 80% des habitants du Myanmar disposent aujourd'hui d'un téléphone mobile.

## **2. Accords internationaux et régionaux économiques**

### **2.1. Politique, priorités du pays**

#### **2.1.1. Accords régionaux ou internationaux**

Depuis 2011, les relations économiques entre l'Union européenne et le Myanmar se sont progressivement renforcées, même si une inversion de la tendance n'est pas à exclure selon l'évolution politique prochaine du pays. L'UE avait levé la plupart des sanctions (à l'exception de l'embargo sur les armes) en 2016 et est prêt à donner au Myanmar en tant que pays parmi les moins avancés (LDCs) l'accès préférentiel au marché européen (accès au *Generalized System of Preferences* (GSP)) pour les importations en provenance du Myanmar. Des Weiteren haben die EU und Myanmar seit 2014 Verhandlungen über ein Investitionsschutzabkommen aufgenommen, welche im April 2017 fast finalisiert wurden. Seit den Entwicklungen in Rakhine ist der Prozess jedoch auf Eis gelegt. Une fois finalisé, cet accord devrait comporter un mécanisme de résolution des disputes, préserver les droits des travailleurs ainsi que l'environnement et comporter des clauses concernant la responsabilité sociale des entreprises.

En juin 2014, le Myanmar a été officiellement admis comme « candidat » à la **Extract Industry Transparency Initiative** (EITI)<sup>6</sup>. Le Myanmar a encore plusieurs étapes à franchir avant de devenir membre (validation prévue en juillet 2018), dont notamment la publication d'un autre rapport faisant suite à celui de décembre 2015 (prévu pour l'été 2018). Laut internen Quellen scheint die Motivation der Regierung für eine endgültige Aufnahme in die EITI abzunehmen. Dies dürfte vor allem mit den politischen Bemühungen um eine Aussöhnung zwischen den Gruppierungen (u.a. zwischen NLD-Regierung und Militär) im Lande zu tun haben. Viele Unternehmen der Branche sind staatliche Unternehmen, deren Finanzflüsse intransparent sind

---

<sup>6</sup> <https://eiti.org/myanmar>

und wohl weiterhin von Militär, von den sog. «Cronies» und nahestehenden Regierungsbeamten kontrolliert werden. Eine tatsächliche Offenlegung dieser Geldflüsse und damit einhergehend die Aufdeckung von teils massiven Korruptionsfällen könnte nicht zuletzt auch ein Risiko für den Aussöhnungsprozess darstellen.

La Chine et le Myanmar ont conclu une série d'accords à l'occasion du sommet de Beijing autour de la **Belt and Road Initiative (BRI)** de mai 2017: en-dehors d'un accord sur la coopération technique et économique, les deux voisins ont conclu un MoU général de coopération dans le cadre de la BRI ainsi qu'un autre mémoire d'entente sur l'établissement d'une nouvelle zone de coopération économique le long de la frontière entre la Chine et le Myanmar. Zur Zeit (Juni 2018) sind Abklärungen zum möglichen Standort im Gange.

Myanmar ist ausserdem daran, seine Wirtschaft anhand diverser Infrastrukturpartnerschaften mit den Nachbarländern anzukurbeln. So soll mit dem **Trilateral Highway** eine 3'200km lange Verbindung zwischen Moreh in Manipur (Indien) via Mandalay nach Mae Sot (Thailand) erstellt werden, wobei bestehende Strassen verbessert und fehlende Strassenabschnitte gebaut werden. Das Projekt wird vorwiegend von Indien und Thailand getragen. Le Myanmar et l'Inde ont signé un MoU en août 2016, qui prévoit la construction de près de 70 ponts le long de cette autoroute. Les travaux ont déjà commencé et devraient être terminés en 2020.

Avec la **Thaïlande** aussi, le rapprochement économique en particulier à travers une connectivité accrue, a lieu: la construction d'un second « pont d'amitié thaï-birmane » entre Mae Sot et Myawaddy est en cours ; elle devrait être terminée en 2019.

Das in 2008 als Teil des Mekong Southern Economic Corridors und der Dawei Special Economic Zone initiierte Projekt einer direkten Autobahn-Verbindung von Dawei nach Bangkok ist zwischenzeitlich wegen Finanzierungsschwierigkeiten auf Eis gelegt. Die Regierungen Thailands und Myanmars versuchen das Projekt mit der Unterstützung Japans zwar voranzutreiben, doch gibt es neben den wirtschaftlichen nun auch ökologische sowie soziale Bedenken zu dessen Nachhaltigkeit.

#### 2.1.2. Principales négociations en cours sur le plan international ou régional

Le rapprochement entre le Myanmar et la Chine depuis l'accès au pouvoir du nouveau gouvernement est manifeste. Le Myanmar se trouve sur l'une des routes commerciales faisant partie de la « **Belt and Road** » **Initiative (BRI)** de la Chine, cette dernière cherchant à améliorer sa connectivité terrestre avec l'Europe, le Moyen-Orient, mais aussi avec l'Asie du Sud-est. La Chine a jeté son dévolu sur le port de Kyaukphyu dans l'Etat du Rakhine, à l'extrémité du couloir traversant le Myanmar depuis le Yunnan et débouchant sur le Golfe du Bengale ainsi que sur la zone spéciale économique (SEZ) qui le jouxte ; les négociations de financement suite à l'offre du consortium chinois CITIC sont en cours. L'offre initiale de CITIC, correspondant à un contrôle à 85% du port d'une valeur d'investissement de 7,3 milliards de USD, a été renégociée à 70%. Les modalités de financement sont encore ouvertes et font partie des négociations. Es ist fraglich, ob die Investitionsgrösse des Projekts die Bedürfnisse und finanziellen Kapazitäten Myanmars nicht bei Weitem übersteigen.

Par ailleurs, la **ASEAN Economic Community (AEC)** a continué son évolution durant l'année écoulée. Oberstes Ziel dieses Gemeinschaftsaktes ist die Schaffung eines Binnenmarktes, um die Wettbewerbsfähigkeit der Mitgliedsländer regional sowie global zu stärken. Die AEC wird auch Auswirkungen auf die Wirtschaft Myanmars zeitigen, das als billiges Produktionsland

Investoren und neue Industriezweige anzieht, aber gleichzeitig eine zunehmende Abwanderung von Arbeitskräften in die umliegenden Länder zu befürchten hat. Während China weiterhin grösster Handelspartner und Investor bleibt, haben die wirtschaftlichen Verknüpfungen mit Mitgliedsländer der ASEAN, insb. Singapur, Thailand, Malaysia, Indonesien und Vietnam, in den letzten Jahren zunehmend an Bedeutung gewonnen. Rund 40% von Myanmars Handel verläuft intra-ASEAN, ca. 45% der Direktinvestitionen kommen ebenfalls aus den Mitgliedsländern. Die Bedeutung ASEANs liegt dabei auch darin, eine Balance zum enormen Einfluss und der potenziellen wirtschaftlichen Abhängigkeit Chinas zu erreichen.

## 2.2. Perspectives pour la Suisse

Si l'environnement politique et économique incertain présente pour la Suisse, comme pour les autres partenaires économiques du Myanmar, un certain risque, les progrès que la transition politique et économique apporte présentent également des opportunités pour nos entreprises. Avec la pénétration croissante des économies asiatiques (Chine, mais aussi pays de l'ASEAN), qui sont de manière générale moins portées sur le respect de standards internationaux, la concurrence ne fera que croître pour les entreprises suisses. La Suisse pourrait examiner de plus près et bénéficier de la possibilité de conclusion d'un accord de protection des investissements, même si celui de l'Union Européenne a été interrompu.

Sur un plan général, vu la sensibilité politique en Suisse sur la responsabilité sociale des entreprises helvétiques investissant directement ou indirectement au Myanmar, toute mesure du gouvernement de l'Union visant à appliquer des standards et normes internationaux ne peut être que bienvenu, et les entreprises suisses actives au Myanmar doivent continuer d'être sensibilisées à ce sujet. La Suisse continue à promouvoir les standards « droits humains et business », en soutenant financièrement le Centre de compétence pour un « business » responsable au Myanmar.

## 3. Commerce extérieur

### 3.1. Evolution et perspectives générales

La balance commerciale du Myanmar reste déficitaire, ayant augmenté de 4 à environ 5.3 milliards de USD. Le marché asiatique se taille évidemment la part du lion, le plus important partenaire commercial restant la **Chine** (39% des exportations et 32% des importations du Myanmar), suivie de **Singapour** et de la **Thaïlande** pour les importations, et de la **Thaïlande** et du **Japon** pour les exportations.

L'**Union Européenne** est le cinquième plus grand partenaire commercial du Myanmar. Elle importe surtout des textiles et des produits agricoles. Les exportations de l'UE au Myanmar sont dominées par les machines, les produits chimiques et l'équipement de transport.

Generell zählen zu den am meisten exportierten Produkten Myanmars Gas, Nichtedelmetalle und Erz. Environ 40% de la valeur des exportations proviennent du secteur extractif. Le Myanmar exporte également du textile, du bois, des fruits et légumes, et du caoutchouc. Importiert werden vor allem nichtelektrische Betriebsmittel und Transportmaterial sowie raffiniertes Erdöl und Nichtedelmetallfabrikate.

Enjeux liés au négoce des matières premières : Le contrôle sur les matières premières dont le Myanmar est riche, comme les métaux précieux, le gaz, le pétrole ou le teck est l'une des



raisons de la durabilité du conflit armé dans le nord-est du pays – soit les zones où l’Armée de l’Union combat les différents groupes armés ethniques. Les revenus du commerce de ces matières premières suivent des chemins peu transparents et sont liés à de grands risques de légitimité et de réputation ; la Suisse soutient et travaille avec le *Myanmar Centre for Responsible Business* afin de pallier à ces risques.

### 3.2. Commerce bilatéral

Der Handel zwischen der Schweiz und Myanmar bleibt in absoluten Zahlen weiterhin bescheiden. Après une baisse entre 2015 et 2016 (63 Mio. en 2016 contre 70 Mio. en 2015), le volume total des échanges a augmenté de 30 millions de CHF durant l’année écoulée, pour atteindre 91 Mio. CHF en 2017. Dies aufgrund einer beinahe Verdoppelung der **Importe**, primär von Textilien und Edelsteinen. Diese sprunghaften Veränderungen in Prozentpunkten sind aufgrund der geringen absoluten Zahlen allerdings nur beschränkt interpretationswürdig.

Während die Schweiz vor allem Pharmazeutische Erzeugnisse (49%), elektrische und nicht elektrische Maschinen (28,3%) und Uhrmacherwaren (7,6%) sowie optische/medizinische Instrumente (6,1%) nach Myanmar exportierte, wurden aus Myanmar vorwiegend Textilien und Bekleidung (49,2%) sowie Edelsteine, Edelmetalle und Bijouterie (40,7%) in die Schweiz importiert.

Une ouverture existe dans le secteur des machines, notamment en lien avec les investissements importants que le Myanmar doit faire dans le secteur de l’énergie; et les produits innovants et de haute technologie suisses sont attractifs pour le marché, en dépit d’une forte concurrence (Chine, Japon, Allemagne).

Les produits de consommation haut de gamme, notamment des montres (Tissot, Longines, Rolex, Franck Muller) continuent à pénétrer le marché. Plusieurs points de vente de ces produits ont ouvert à plusieurs endroits de Yangon (« Swiss Times Square »).

## 4. Investissements directs

### 4.1. Evolution et perspectives générales

Die ausländischen Direktinvestitionen sind nach 2015/2016 (9.4 Mia. USD) im Fiskaljahr 2016/2017 relativ stark zurückgegangen (6.6 Mia. USD). Il est possible, mais pas certain, que ce recul soit dû aux événements dans le Rakhine. Beinahe die Hälfte der Investitionen flossen in den Transport- und Kommunikationssektor (46%), 17% in Produktionsfazilitäten, 14% in Energie, 11% in den Immobiliensektor und 6% in den Tourismus.

Selon le *Directorate for Investment and Company Administration* (DICA), fin 2017, le cumul des investissements étrangers correspondrait à un montant de US\$ 75,1 mia. La Chine n’a pas drastiquement augmenté ses investissements depuis 2016 mais continue de caracoler en tête avec près de US\$ 20 mia (répartis sur 226 entreprises), suivie par Singapour, US\$ 18,5 mia et 272 entreprises, et la Thaïlande avec près de US\$ 11 mia et 114 entreprises.

## 4.2. Investissement bilatéraux

Bis ins Fiskaljahr 2014/15 belief sich das Total der schweizerischen Direktinvestitionen in Myanmar auf nur 3.4 Millionen USD. Mit der Aufhebung der Sanktionen wurden dann nach einer kurzen Übergangszeit 2014/15 gleich rund 27 Millionen USD investiert. Dieser Betrag stieg in den letzten Jahren nur leicht – bis Ende 2017 beliefen sich die Investitionen auf etwas mehr als 30 Millionen, womit die Schweiz die 25. grösste Investorin in Myanmar ist.

Les opportunités sont saisies par les entrepreneurs suisses en particulier dans le domaine du tourisme et de l'industrie agro-alimentaire.

## 5. Promotion commerciale, économique et touristique, "Promotion de l'image de la Suisse"

### 5.1. Instruments de la promotion économique extérieure

En l'absence d'une chambre de commerce helvético-birmane, le **Myanmar Swiss Informal Business Network** animé par l'Ambassade reste un lieu apprécié d'échanges et de mise en réseau. Il compte aujourd'hui une quarantaine de participant-e-s.

La célébration des 60 ans de relations bilatérales durant l'année 2017 a été l'occasion de faire connaître davantage la Suisse sur le plan économique également, avec un accent spécifique sur la formation professionnelle.

### 5.2. Intérêt du pays de résidence pour la Suisse

**Tourisme, éducation et autres services**<sup>7</sup> : La classe moyenne se développe au Myanmar, preuve en veut l'ouverture de plusieurs centres commerciaux de milieu et haut de gamme dans Yangon. La Suisse bénéficie au Myanmar d'une image d'excellence, de rigueur, de tranquillité et de beauté, il existe donc un capital de sympathie pour notre pays sur lequel construire – que ce soit en matière de destination touristique ou d'études (*boarding school* ou études supérieures). Les écoles hôtelières semblent également bénéficier d'une aura particulière. L'Ecole Hôtelière de Lausanne (EHL) tout comme l'Ecole Hôtelière de Lucerne recrutent chaque année un nombre non négligeable d'étudiants.

L'intérêt pour notre système éducatif – notamment la **formation professionnelle** – est grand et se reflète dans les priorités du soutien de la Suisse officielle (DDC) à la transition socio-économique. La formation professionnelle selon le système dual et l'accès au marché de l'emploi est en effet un axe prioritaire de la Stratégie de Coopération Suisse au Myanmar.

Suisse Tourisme a organisé, à l'occasion du « World Tourism Day », un événement de promotion de la Suisse en tant que destination touristique en janvier 2017. L'évènement, organisé dans un des grands hôtels de Yangon, a réuni une trentaine de promoteurs touristiques birman.

Les **Investissements du Myanmar en Suisse** sont quasiment inexistantes. Quelques entrepreneurs sont revenus au Myanmar après avoir été formés en Suisse ou après y avoir travaillé (ex. hôtellerie, restauration, conseil d'entreprises).

---

<sup>7</sup> Par exemple: soins hospitaliers.

**Place financière suisse :** Ici comme ailleurs, la Suisse est associée à ses banques. Le marché birman concerne essentiellement le *retail banking*, de faible intérêt pour la place financière suisse, même si quelques banquiers suisses démarchent les riches fortunes du Myanmar. Les autorités birmanes ont manifesté un intérêt à en apprendre davantage sur le système bancaire et financier en Suisse, et de bénéficier de l'expertise suisse en la matière. Le marché des assurances et réassurances est sous le monopole de l'État, mais l'on peut imaginer que la présence grandissante d'investisseurs étrangers fasse évoluer la demande et donc l'offre à moyen-terme.

## **Annexes**

- 1. Tableau de la structure économique**
- 2. Tableau des principales données économiques**
- 3. A352 Tableau des partenaires commerciaux dont la Suisse**
- 4. Tableau « commerce bilatéral »**
- 5. A356 Tableau des principaux pays investisseurs dont la Suisse**

---

**Structure de l'économie**

	<b>2012/13</b>	<b>2016/17</b>
<b>Répartition du PIB (%)</b>		
Secteur primaire	30.6%	25.5%
Secteur manufacturier	32.4%	35.0%
Services	37.0%	39.5%
- dont services publics	N/A	N/A
<b>Répartition de l'emploi</b>	<b>2012/13</b>	<b>2015/16</b>
Secteur primaire	N/A	54%
Secteur manufacturier	N/A	29%
Services	N/A	17%
- dont services publics	N/A	N/A

Source: *Asian Development Bank*

<https://data.adb.org/sites/default/files/myanmar-key-indicators.pdf>

<https://sdbs.adb.org/sdbs/>

Date: 30.05.2018

### Principales données économiques

	2015-16	2016-17	2017-18
<b>PIB</b> (Mrd. USD) <sup>1</sup>	64.3	66.9*	74.0*
<b>PIB/habitant</b> (USD) <sup>1</sup>	1'231	1'272*	1'395*
<b>Taux de croissance</b> (% du PIB) <sup>3</sup>	7.0	5.9*	6.4*
<b>Taux d'inflation</b> (%) <sup>1</sup>	6.7	6.5*	6.1*
<b>Taux de chômage</b> (%) <sup>1</sup>	4.0*	4.0*	4.0*
<b>Solde budgétaire</b> (% du PIB) <sup>2</sup>	- 3.8	- 4.3*	- 4.9*
<b>Solde des transactions courantes</b> (% du PIB) <sup>1</sup>	- 5.8	- 6.5*	- 6.6*
<b>Dettes extérieures totales</b> (% du PIB) <sup>1</sup>	36.4	36.7*	37.0*
<b>Service de la dette</b> (% des exportations) <sup>2</sup>	n/a	n/a	n/a
<b>Réserves</b> (mois d'importations) <sup>2</sup>	11.46	8.85	13.5

\* Estimations

<sup>1</sup> Source: FMI, World Economic Outlook (Oct. 2017)

- <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/weoselgr.aspx>

<sup>2</sup> Source: FMI, Article IV Consultation (2016)

- [www.imf.org/external/country/index.htm](http://www.imf.org/external/country/index.htm)

<sup>3</sup> Source: World Bank Myanmar Economic Monitor

- <http://documents.worldbank.org/curated/en/111271527015535987/pdf/126403-WP-v2-PUB-LIC-MEM-MASTER-clean-with-cover.pdf>

Date : 30.05.2018

**Partenaires commerciaux année 2017**

Perspective selon le pays de résidence – échange de biens

	<b>Pays</b>	<b>Exportations (USD millions) <i>par le pays de résidence</i></b>	<b>Part</b>	<b>Var.<sup>1</sup></b>		<b>Pays</b>	<b>Importations (USD millions) <i>par le pays de résidence</i></b>	<b>Part</b>	<b>Var.<sup>1</sup></b>
1	China	5'398.1	38.9%	+13%	1	China	6'115.8	31.7 %	+13%
2	Thailand	2'241.5	16.2%	+20%	2	Singapore	2'931.1	15.2%	+29%
3	Japan	903	6.5%	+36%	3	Thailand	2'166.7	11.3%	+9%
4	Singapore	735.4	5.3%	-17%	4	Japan	1'254.7	6.5%	-16%
5	India	708.1	5.1%	-32%	5	Malaysia	999.1	5.1%	+44%
6	Germany	360.3	2.5%	+109%	6	Indien	975.1	5.0%	-11%
7	Südkorea	300.7	2.1%	-10%	7	Indonesia	918.5	4.7%	+55%
	UE	1'600	11.5%	+61.1%		UE	500	2.5%	-11%
	Suisse	66.6	0.48%	+88.1%		Suisse	24.6	0.12%	-12%
	<b>Total</b>	<b>13'878.8</b>	<b>100%</b>	<b>+18%</b>		<b>Total</b>	<b>19'253.5</b>	<b>100%</b>	<b>+22%</b>

<sup>1</sup> Variation valeur d'exportations/importations par rapport à l'année précédente

Source(s):

UN COMTRADE Database

European Commission, Directorate-General for Trade

Eidgenössische Zollverwaltung EZV

Date: 30.05.2018

## ANNEXE 4

### Commerce bilatéral: Eidgenössische Zollverwaltung EZV, Aussenhandelstatistik, 3003 Bern (30. Mai 2018)

Land: 351 Myanmar, Union

Periode: Januar bis Dezember 2017

Total 2	Import in Mio. CHF				Export in Mio. CHF				Saldo in Mio. CHF		Gesamthandelsvolumen			
	2016	2017	+/- %	Anteil	2016	2017	+/- %	Anteil	2016	2017	2016	2017	+/- %	Anteil
Total	35.40	66.59	88.1	100.0	27.93	24.55	-12.1	100.0	-7.48	-42.04	63.33	91.14	43.9	100.0
01 - 24 Landwirtschaftliche Produkte	0.95	1.59	67.6	2.4	0.65	1.18	81.1	4.8	-0.30	-0.41	1.60	2.77	73.1	3.0
27 Energieträger	.	.	*	*	0.02	0.00	-84.5	0.0	0.02	0.00	0.02	0.00	-84.5	0.0
30 Pharmazeutische Erzeugnisse	0.00	.	-100.0	*	15.20	12.03	-20.9	49.0	15.20	12.03	15.21	12.03	-20.9	13.2
31 - 32 Düngemittel, Farbstoffe, Pigmente	.	.	*	*	0.24	0.08	-67.6	0.3	0.24	0.08	0.24	0.08	-67.6	0.1
33 - 34 Schönheitsmittel, Waschmittel	.	.	*	*	0.31	0.42	35.1	1.7	0.31	0.42	0.31	0.42	35.1	0.5
35 - 38 Stärke, versch. chemische Erzeugnisse	.	0.00	*	0.0	0.01	0.02	169.5	0.1	0.01	0.02	0.01	0.02	214.2	0.0
39 - 40 Kunststoffe, Kautschuk	0.11	0.30	180.1	0.5	0.11	0.03	-76.1	0.1	0.01	-0.27	0.22	0.33	49.0	0.4
41 - 43 Felle, Leder, Lederwaren	0.36	0.47	29.0	0.7	.	.	*	*	-0.36	-0.47	0.36	0.47	29.0	0.5
44 - 46 Holz, Kork, Flechtwaren	0.19	0.14	-27.8	0.2	0.00	0.00	300.0	0.0	-0.19	-0.14	0.19	0.14	-27.8	0.2
47 - 49 Papier und Papierwaren	0.00	0.00	-15.9	0.0	0.01	0.00	-33.3	0.0	0.00	0.00	0.01	0.01	-27.7	0.0
50 - 63 Textilien und Bekleidung	16.96	32.78	93.3	49.2	0.04	0.02	-45.5	0.1	-16.93	-32.76	17.00	32.80	93.0	36.0
64 - 67 Schuhe, Schirme usw.	1.61	3.77	133.6	5.7	.	.	*	*	-1.61	-3.77	1.61	3.77	133.6	4.1
68 - 70 Waren aus Steinen, Keramik, Glas	0.00	0.00	-11.9	0.0	0.08	0.03	-63.3	0.1	0.08	0.03	0.09	0.03	-61.0	0.0
71 Edelsteine, Edelmetalle, Bijouterie	14.94	27.09	81.3	40.7	.	.	*	*	-14.94	-27.09	14.94	27.09	81.3	29.7
72 - 83 Unedle Metalle und Waren daraus	0.00	0.01	425.0	0.0	0.17	0.27	60.6	1.1	0.17	0.26	0.17	0.28	65.4	0.3
84 Maschinen ( nicht elektrisch)	0.00	0.00	135.5	0.0	5.97	5.06	-15.2	20.6	5.96	5.05	5.97	5.06	-15.2	5.6
85 Maschinen (elektrisch)	0.01	0.01	-34.5	0.0	1.19	1.88	58.4	7.7	1.17	1.87	1.20	1.89	57.3	2.1
86 - 89 Fahrzeuge, Flugzeuge usw.	0.01	0.01	-5.1	0.0	1.02	0.02	-98.2	0.1	1.02	0.01	1.03	0.02	-97.6	0.0
90 Opt. / medizin. Instrumente	0.00	0.01	756.6	0.0	1.43	1.51	5.2	6.1	1.43	1.50	1.43	1.51	5.6	1.7
91 Uhrmacherwaren	.	.	*	*	1.36	1.87	37.7	7.6	1.36	1.87	1.36	1.87	37.7	2.0
92 Musikinstrumente	.	0.00	*	0.0	.	.	*	*	.	0.00	.	0.00	*	0.0
94 Möbel, Bettzeug usw.	0.16	0.34	119.1	0.5	0.10	0.05	-53.4	0.2	-0.06	-0.30	0.26	0.39	52.2	0.4
95 - 96 Spielzeuge, Sportgeräte usw.	0.03	0.05	79.4	0.1	0.02	0.09	327.6	0.4	-0.01	0.04	0.05	0.13	189.3	0.1
97 Kunstgegenstände, Antiquitäten	0.05	0.00	-97.8	0.0	.	.	*	*	-0.05	0.00	0.05	0.00	-97.8	0.0

\* = Veränderungsrate / Anteile nicht berechenbar

\*\* = Veränderungsrate > 999,9 %

Total 2: Ergebnisse inklusive Gold in Barren und anderen Edelmetallen, Münzen, Edel- und Schmucksteinen sowie Kunstgegenständen und Antiquitäten.



**Principaux pays investisseurs cumulé jusqu'à l'année 2017**

Rang	Pays	Investissements directs (milliers de USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (USD)
1	<i>Chine</i>	19'844'804	26.42 %	+/- ...%	....
2	<i>Singapour</i>	18'574'414	24.73 %	+/- ...%	....
4	<i>Thaïlande</i>	11'031'502	14.68 %	+/- ...%	....
4	<i>Hong Kong</i>	7'776'045	10.35 %	+/- ...%	....
5	<i>U.K</i>	4'338'917	5.77 %	+/- ...%	....
6	<i>République de Corée</i>	3'788'772	5.05 %	+/- ...%	....
7	<i>Viet Nam</i>	2'098'768	2.79 %	+/- ...%	....
8	<i>Malaisie</i>	1'954'105	2.60 %	+/- ...%	....
9	<i>Pays-Bas</i>	1'528'489	2.03 %	+/- ...%	....
10	<i>Inde</i>	743'642	0.99 %	+/- ...%	....
...	<i>UE</i>	.....	.. %	+/- ...%	....
25	<i>Suisse</i>	30'087	0.04 %	+/- ...%	....
	<b>Total*</b>	75'098'897	100 %	+/- ...%	

**\*Total of 49 countries direct Investment.**

Source(s): Myanmar Directorate of Investment and Company Administration (DICA), Ministry of National Planning and Economic Development:

[https://www.dica.gov.mm/sites/dica.gov.mm/files/document-files/fdi\\_yearly\\_country\\_1.pdf](https://www.dica.gov.mm/sites/dica.gov.mm/files/document-files/fdi_yearly_country_1.pdf)

Date: 30.05.2018